

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS)

7 route de Montjean
La Pommeraye
CS80046
49620 Mauges-Sur-Loire

Références : 2026/107
Code AIOT : 0010008385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS) implanté rue des Butelles ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST (Ex-ECOSYS)
- rue des Butelles ZI du Bois de Plantes 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010008385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

- Le site disposait du récépissé de déclaration n° 15643 en date du 15 juin 2000,
- Par courrier du 12 septembre 2017, la préfecture d'Indre-et-Loire a acté que l'installation relève du régime de l'autorisation,
- Le courrier de la Préfecture d'Indre-et-Loire du 3 février 2021 a pris acte de la nouvelle situation administrative du site sur les activités exercées.

Informations générales : Le site de Saint-Pierre-des-Corps a pour principale vocation la valorisation des déchets de bois sous forme de biomasse à destination des chaufferies ou de broyats à destination des fabricants de panneaux. L'activité de compostage n'est plus effectuée. Le site reçoit uniquement des déchets verts, des bois d'emballages, des bois traités (type panneaux de particules). Il n'y a pas de boues de station d'épuration ou de sous-produits animaux sur le site. Suite à la reprise du site par la société BRANGEON RECYCLAGE, une réorganisation du site de Saint-Pierre-des-Corps est en cours. Dans ce cadre l'exploitant doit déposer au minimum un "Porter à connaissance" et effectuer la procédure associée aux activités projetées.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Gestion du compost	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
5	Clôture (NC1)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Risque accidentel et impact	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
7	Isolement du réseau de collecte (D7)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Respect des autres législations et réglementations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
11	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions d'entreposage du compost (R1)	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de ce qui est constaté par l'inspection et notamment, d'une part, de l'absence de détection automatique de départ incendie et d'une transmission automatique des alertes sur les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables et d'autre part, de l'absence de mise en place de ronde au sein de l'établissement à la fermeture et 2h après l'arrivée du dernier déchet, l'inspection a proposé une mise en demeure.

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II
Thème(s) : Risques accidentels, Information préalable sur les matières à traiter
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;

- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un logiciel était en cours de développement au sein de l'entreprise pour établir une Fiche d'Identification Préalable (FIP), en vue de caractériser les déchets. Cependant au jour de la visite, cet outil n'est toujours pas en place au sein de la société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST.

Le constat précédent est reconduit.

Pdc (Point de Contrôle) n° 1 :L'exploitant n'établit pas de Fiche d'Information Préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Gestion du compost

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et suivi du procédé

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation

mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II,
- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains,
- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation,
- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.

Constats :

L'exploitant a indiqué que cette activité n'était plus exercée sur le site de Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a d'ailleurs constaté l'absence de compost sur le site.

Le constat précédent est modifié comme suit :

Pdc n°2 : L'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative en déclarant la cessation de cette activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Conditions d'entreposage du compost (R1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur et condition du stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

<p>L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.</p> <p>Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité.</p> <p>Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de compost sur le site. Le constat précédent est modifié comme suit :</p> <p>Pdc n° 3 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, distances d'éloignements</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté que les tas de déchets verts, de broyats de bois sont à une distance d'environ 15 mètres des limites du site. Ce point a été confirmé par l'exploitant. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une étude de flux thermiques pour ces stockages

Pdc n° 4 : La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST dispose les aires d'entreposages de déchets combustibles à une distance inférieure à 20 mètres des limites du site, sans disposer d'une étude de flux thermiques justifiant que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Clôture (NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès, clôture de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation.

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

Constats :

L'exploitant a montré à l'inspection la clôture déjà achetée pour ceinturer le site. Cependant, celle-ci n'a pas encore été installée. L'exploitant a expliqué avoir fait passer un géomètre afin de

connaître précisément les limites de propriété et est en attente de la réalisation de son nouveau bassin de confinement pour l'installer.
Le constat précédent est reconduit.

Pdc n° 5 : L'ensemble du site n'est pas clôturé et permet à des personnes étrangères de pénétrer sur le site sans difficulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Risque accidentel et impact

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Etude d'impact et de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Dans le cadre de la reprise de la société ECOSYS et conformément au courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 12 septembre 2017, la S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST en lieu et place de la société ECOSYS doit transmettre un dossier technique permettant d'évaluer l'impact et les dangers de l'installation, dans un délai de 12 mois.

Le dossier technique doit notamment comporter :

- sur l'impact :

- Une description complète du projet (exploitant, localisation, installations et process)
- Analyse de l'état initial du site et de son environnement (localisation, espaces naturels protégés aux alentours (faune-flore), risques naturels recensés, ...)

- Analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur son environnement
 - Les mesures envisagées pour limiter et supprimer si possible les inconvénients de l'installation sur son environnement
 - Les conditions de remise en état du site après exploitation
- sur les dangers de l'installation :
- L'identification des potentiels de dangers sur le site (sources)
 - L'analyse du retour d'expérience interne et externe au site,
 - Une analyse des risques, et des mesures de prévention et de protection
 - La modélisation des scénarios retenus (accidents majeurs)
 - L'analyse des conséquences d'un accident. Les mesures d'ordre technique ou d'organisation (mesure de prévention, moyens de lutte contre l'incendie et la pollution) visant à prévenir les accidents et la réduction de leurs effets sont proportionnées aux risques d'accidents majeurs identifiés sur l'installation sont présents dans le dossier technique.

Constats :

Afin de se mettre en conformité sur les rejets aqueux et notamment le confinement des eaux d'extinction, l'exploitant a déclaré avoir réalisé une étude :

- sur les besoins en eau et sur le volume à confiner pour le dimensionnement du bassin (calcul D9 et D9A),
- sur les réseaux existants,
- par un hydrogéologue (dans ce cadre, un piézomètre va être installé pour étudier la fluctuation du niveau de la nappe souterraine sur 6 mois).

Dans l'attente des résultats de toutes les études, l'exploitant s'est engagé à fournir l'étude d'impact et de danger dans un délai de connaissance avant la fin du 1^{er} trimestre 2027.

Pdc n° 6 : La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST n'a pas transmis un dossier technique permettant d'évaluer l'impact et les dangers de l'installation, dans un délai de 12 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Isolement du réseau de collecte (D7)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1_Article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Voir constat précédent. L'exploitant est dans l'attente des différentes études du site pour réaliser un nouveau bassin de confinement. L'exploitant a indiqué qu'il serait réalisé avant la fin d'année 2026. Par ailleurs, l'inspection a constaté visuellement l'absence de bordures sur le pourtour du site et que le bassin de rétention actuel était rempli à plus de la moitié de sa capacité. Ce constat ne permet plus de garantir le confinement des eaux d'extinction dans leur totalité en cas d'incendie. Le constat précédent est modifié comme suit. Pdc n° 7 : L'absence de bordure sur la périphérie du site et le sous dimensionnement du bassin de rétention actuel ne permettent pas de maintenir sur site les eaux d'extinction issues d'un sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Respect des autres législations et réglementations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025

Prescription contrôlée :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Constats :

L'installation BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST se situe dans une zone inondable et le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRI) Val de Tours-Val de Luynes approuvé par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016 est opposable à l'installation. À ce jour le risque inondation n'a pas été pris en compte. L'exploitant a indiqué qu'il le serait dans la transmission du dossier technique de l'étude de danger.

Voici synthétiquement les observations de l'inspection :

- L'exploitant doit réaliser une étude de danger prenant en compte le risque inondation ;
- L'inspection indique à l'exploitant qu'il doit au minimum mettre en place les mesures de prévention suivantes en attendant la réalisation de l'étude de danger :
- Stockage des déchets dangereux dans des récipients étanches situés au -dessus de la côte des Plus Hautes Eaux Connues ;
- Stockages des cuves et fûts contenant les substances dangereuses (huiles, moteur, carburants, batteries, lave-glace, liquide de frein, liquide de refroidissement) au-dessus des PHEC.
- Citerne non enterrée contenant du fioul pour les engins : lester ou bien fixer au sol à l'aide de dispositifs adéquats ;
- Orifice de remplissage étanche de la citerne et évent situés au-dessus des PHEC.
- L'exploitant doit s'abonner au système d'information automatique par SMS sur les niveaux d'eau atteints aux stations de mesure proposé par le Service de Prévision des Crues de la DREAL Centre Val-de-Loire.
- L'exploitant doit définir une organisation en interne permettant de gérer un risque inondation pour une crue centennale.

Pdc n° 8 : L'exploitant n'a pas pris en compte le risque inondation sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en îlot

Prescription contrôlée :

[...]

IV. Entreposage des déchets combustibles ou inflammables.

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;

- ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m³ de déchets combustibles ou à 1 m³ de déchets inflammables.

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'îlots sur le site, pour les différents stockages combustibles, d'une surface inférieure à 500 m². Tous les stockages disposent d'un minimum de 5 mètres d'éloignement entre eux. Il n'existe aucun stockage réalisé dans un bâtiment.

Tous les stockages sont situés à une distance de plus de 10 mètres des bâtiments et sont inférieurs à 6 mètres de hauteur.

Pdc n° 9 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place
Prescription contrôlée : <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
Constats : <p>Au jour de la visite, aucune des zones contenant des déchets combustibles ou inflammables n'est équipée d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'équiper le site, lors des travaux du bassin de rétention prévu en fin d'année 2026.</p> <p>Pdc n° 10 : La société BRANGEON RECYCLAGECENTRE-OUEST ne dispose pas d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST a indiqué ne pas avoir mis en place les rondes à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur son site de Saint-Pierre-des-Corps.</p> <p>Pdc n° 11 : La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST n'a pas organisé des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables deux heures après le dernier arrivage de ces déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 12 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place un plan de défense incendie sur le site de Saint-

Pierre-des-Corps.
Pdc n° 12 : La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST ne dispose pas de plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours